

LA CRISE

N°57, Octobre 2023

Lettre plus ou moins trimestrielle, gratuite et sans abonnement !

ISSN 2563-9234 – Montréal – Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation (CEIM), UQÀM

La Ménagerie Impériale, 3^e épisode : DU ZOO À LA JUNGLE, ALERTE ÉVASION !

Résumé : L'Ours russe, l'Aigle américain et le Boa chinois se sont évadés du zoo international inauguré en 1945, où ils étaient parqués dans des enclos surveillés par de multiples organisations internationales. Certes, les surveillants étaient accusés, non sans raisons, de partialité en faveur de l'Aigle, dont ils toléraient qu'il sorte de sa volière pour survoler le monde entier et s'y repaître à sa guise. Il est vrai aussi que ces trois pensionnaires, comme bien d'autres, s'invectivaient derrière leurs grillages respectifs, mais la situation était globalement sous contrôle, malgré quelques coups de pattes, de becs ou morsures. Aujourd'hui, c'est le retour à la jungle et à sa loi du plus fort. Chacun des évadés ne rêve que d'enlever la belle et douce Europe, aux bras accueillants et au sein généreux, pour en occuper les territoires, ou s'approprier ses technologies ou encore s'assurer de sa docilité à la pénétration commerciale ou migratoire. Voici donc venu le temps du 3^e épisode de notre grande série géo-économico-politique La Ménagerie Impériale. La prise d'un euphorisant avant de commencer la lecture pourrait s'avérer utile pour éviter le coup de blues ou la dépression !



Pièce grecque de 2 €, 2002, L'enlèvement d'Europe par Jupiter déguisé en taureau

1. Rapport sur l'état de la Ménagerie Impériale dans la Jungle	p.3
1.1. L'Ours russe ou la puissance pauvre	p.5
1.2. Le Boa chinois ou la puissance aux anneaux d'argile	p.7
1.3. L'Aigle américain ou la puissance riche mais divisée	p.11
1.4. Europe : le Cercle des Empires Disparus ou la puissance impuissante	p.13
2. Le courroux de l'Aigle : sanctions, fragmentations et découplages	p.15
3. La grande parade monétaire de l'Aigle et du Boa	p.18
4. « Et mes sous dans tout ça » : la Galerie des tortures à l'heure de la Jungle !	p.23

Bienvenue à la Ménagerie Impériale, pour une troisième visite dans le cadre de cette chronique, après le N° 52, janvier 2022 ([La Ménagerie Impériale](#)) puis le N°53, juin 2022 ([Grabuge à la Ménagerie Impériale](#)). Depuis notre dernière visite, il y a du nouveau ! On sentait bien qu'il se passait quelque chose, mais de là à imaginer que les pensionnaires allaient s'échapper pour retourner à la Jungle, il y a un pas que je n'aurais pas osé franchir il y a un an et demi ! Et, malheureusement, nous ne sommes pas dans un dessin animé comme *Madagascar 2* où les sympathiques pensionnaires du zoo new-yorkais s'évadent, comme larrons en foire, pour revenir chez eux en Afrique (les nostalgiques retrouveront la bande annonce en français [ici](#)) ! Hélas, nous sommes dans le monde réel et les évadés ne songent qu'à s'étriper entre eux, avec des dégâts collatéraux inévitables sur les populations.

Le casting de la Ménagerie Impériale change : il faut bien s'adapter aux temps nouveaux. Certes, nous allons retrouver l'Ours russe et l'Aigle américain, deux valeurs sûres de la géopolitique conflictuelle tout au long du siècle écoulé. Le Loup combattant chinois a disparu (totalement déconsidéré après les [divagations de l'ambassadeur de Chine à Paris](#)) mais il s'est immédiatement réincarné en un Boa chinois, qui guette patiemment sa proie pour l'étouffer entre ses anneaux et l'avaler d'un seul coup avant de la digérer longuement, puis de s'intéresser ultérieurement à une proie suivante : le Tibet s'en souvient encore, les Ouighours sont encore en cours de digestion, Hong-Kong n'a été qu'un amuse-gueule, Taiwan devrait constituer la proie suivante... sauf si elle devait apparaître par trop indigeste du fait de piquants yankees trop acérés. Les pays d'Asie centrale, sous un prétexte ou un autre, pourraient aussi constituer un bel encas, tout comme l'ensemble des poissons et ressources de la Mer de Chine méridionale.

Un petit nouveau rejoint la Ménagerie Impériale, en qualité de stagiaire : l'Éléphant indien, qui devra grandir avant de se comparer aux grands de ce monde : mais en posant délicatement un pied sur la lune (au moment où l'Ours russe se ramassait une gamelle monumentale !) il mérite d'entrer en équipe junior. Le Brésil voudrait bien aussi être sur l'affiche, mais il s'agit d'*un pays d'avenir et qui le restera longtemps*¹, et on n'entre pas dans la Ménagerie de LA CRISE comme dans un moulin à BRICS ! Enfin, dans ce numéro, la belle Europe, Princesse du Cercle des Empires Disparus, enfin débarrassée de la Perfide Albion, va trouver toute sa place... dans les appétits de l'Ours, de l'Aigle et du Boa, qui ne rêvent que de l'enlever, tout comme le fit jadis Jupiter déguisé en Taureau.

Nous allons commencer notre périple par une revue des troupes impériales, maintenant qu'elles ont rejoint la Jungle. Puis nous verrons que l'Aigle, fort courroucé par l'évolution du monde, se venge par des sanctions qui réorientent les flux commerciaux mondiaux, au risque de découplages ravageurs. Ensuite nous nous intéresserons à l'étrange ballet monétaire (ou balai, c'est selon !) auquel se livrent l'Aigle et le Boa. Enfin, *last but not least*, dans la rubrique « Et mes sous dans tout ça », nous nous demanderons comment nos sous vont pouvoir survivre dans la jungle, à quelles horribles tortures ils vont être soumis.

Bonne lecture, et gardez le moral !

¹ La formule, pas vraiment récente, est de Georges Clemenceau.

1. Rapport sur l'état de la Ménagerie Impériale dans la Jungle

Avant d'aborder plus spécifiquement les relations pas vraiment cordiales qu'entretiennent entre eux les membres de la Ménagerie Impériale, refaisons rapidement connaissance avec les membres les plus notables de ladite Ménagerie, les quatre grands que sont l'Aigle américain, l'Ours russe, le Boa chinois et la Princesse Europe, princesse du Cercle des Empires Disparus, auxquels vient s'ajouter l'Eléphanteau indien admis à la Ménagerie en tant que stagiaire.

Les chiffres clefs de la Ménagerie Impériale

Sources diverses²

Principaux acteurs de la Ménagerie Impériale	Aigle américain	Ours russe	Boa chinois	Princesse Europe	Eléphanteau indien
Données essentielles					
Superficie en % des terres mondiales	7,0%	12,6%	7,4%	3,1%	2,3%
Démographie (2022)					
- Population (% pop mondiale)	4,2%	1,8%	17,8%	5,6%	17,8%
- Espérance de vie hommes	75 ans	65 ans	76 ans	77 ans	66 ans
- Espérance de vie femmes	81 ans	76 ans	81 ans	83 ans	69 ans
- Nombre d'enfants par femme	1,7	1,5	1,2	1,5	2,0
Economie (2022 sauf indication contraire)					
- PIB en % du PIB mondial	25,3%	2,2%	17,8%	16,5%	3,4%
- PIB par habitant (Dollars PPA)	64703	27584	18188	45713	7095
- Inégalité revenus (Indice Gini)	41,5 (2016)	37,7 (2015)	42,2 (2012)	30,1 (2021)	35,1 (2011)
Démocratie. <i>Democracy Index, Economist Intelligence Unit (2022)</i>	7,85	2,28	1,94	Min Roumanie 6,45 Max Suède 9,39	7,04

Nous allons consacrer un petit développement à chacun des quatre grands protagonistes. Pour le stagiaire, l'Eléphanteau indien, on se contentera de l'appréciation portée sur son bulletin de notes à la Ménagerie : « Eléphanteau en progrès, mais les résultats restent faibles. Sa bonne performance démocratique lui vaut néanmoins le prix de bonne camaraderie. Devra attendre une ou deux décennies avant d'aller jouer dans la cour des grands ». Exit l'Eléphanteau ! On suivra néanmoins attentivement ses progrès : affaire à suivre.

Avant de se pencher sur chacun des quatre grands protagonistes, quelques éclaircissements sont peut-être utiles quant à certaines données, tout le lectorat de cette chronique ne maîtrisant pas forcément ce qu'est le Dollar PPA, l'indice de Gini ou l'indice de démocratie :

² Les données superficie et démographie sont reprises ou calculées à partir du N° 603, septembre 2022 de Population & Sociétés, [Tous les pays du monde \(2022\)](#). Les données économie et démocratie proviennent ou sont calculées à partir du [World development Indicators database](#), World Bank, July 2023, ou de [l'Atlas sociologique mondial](#). Plusieurs données concernant l'UE (en italiques), non directement disponibles dans les sources précédentes, sont issues de publications Eurostat.

- **Dollar PPA** : PPA pour Parité de Pouvoir d'Achat. Voici la définition de la PPA donnée par l'INSEE : « La parité de pouvoir d'achat (PPA) est un taux de conversion monétaire qui permet d'exprimer dans une unité commune les pouvoirs d'achat des différentes monnaies. Ce taux exprime le rapport entre la quantité d'unités monétaires nécessaire dans des pays différents pour se procurer le même « panier » de biens et de services. Ce taux de conversion peut être différent du « taux de change » ; en effet, le taux de change d'une monnaie par rapport à une autre reflète leurs valeurs réciproques sur les marchés financiers internationaux et non leurs valeurs intrinsèques pour un consommateur ». ([Source](#)).

Dire que les Etats-Unis ont un PIB par habitant de 64703 \$PPA et la Russie de 27584, signifie que le consommateur américain, en moyenne, a un pouvoir d'achat 2,35 fois supérieur au consommateur russe.

- **Indice de Gini** : variant entre 0 et 1, il rend compte du caractère plus ou moins inégalitaire de la répartition du revenu national. Plus l'indice est élevé, plus cette répartition est inégalitaire : un indice à 1 signifierait qu'un seul individu de la population étudiée détient tout le revenu, un indice à 0 que tous les individus ont exactement le même revenu. Concrètement, à l'échelle mondiale, sur un échantillon de 161 pays pour lesquels un tel indice a pu être calculé, pas nécessairement la même année, le plus fort indice est celui de l'Afrique du Sud à 0,63 (année 2014) et le plus faible celui de l'Azerbaïdjan à 16,6 (année 2005) ([Source](#)). Sur nos quatre pays ou zones, c'est UE 27 qui est la plus égalitaire (30,1) les Etats-Unis et la Chine les plus inégalitaires (respectivement 41,5 et 42,2).

- **Indice de démocratie** (*democracy index*) : mis au point par l'*Economist Intelligence Unit* pour rendre compte du fonctionnement plus ou moins démocratique des pays (60 critères autour de l'indépendance de la justice, la liberté de la presse, les libertés individuelles, le fonctionnement des partis politiques, le système électoral...). Son intervalle théorique va de 0 à 10, d'une absence totale de démocratie à une démocratie parfaite. Sur les 167 pays classés en 2022, la Norvège arrive en tête avec un score à 9,81 et l'Afghanistan en dernier avec 0,32 ([Source](#)). Comme vous pouviez vous y attendre, la Russie et la Chine sont affublés de scores fort peu démocratiques, rangés dans la catégorie des régimes autoritaires³. Un tel indice ne peut pas être calculé pour l'Union Européenne, chaque pays ayant son propre régime politique : en examinant les scores pays par pays on peut voir que tous les pays UE sont des démocraties à part entière ou imparfaites, le meilleur score étant celui de la Suède à 9,39 et le plus mauvais celui de la Roumanie à 6,45. Mais on peut s'essayer à la tentative audacieuse de faire une moyenne des scores des 27 pays de l'UE ; en toute rigueur, cette moyenne devrait être pondérée par les populations des 27 pays ; mais, allons au plus rapide, la moyenne non pondérée (donc addition des 27 scores et division par 27) : résultat 7,89 soit très légèrement au-dessus de Etats-Unis (7,85).

Dotés de ce cadrage statistique, examinons maintenant, un par un, les quatre membres principaux de notre Ménagerie.

³ Les catégories sont : au-dessus de 8, démocratie à part entière ; de 7,99 à 6, démocratie imparfaite (c'est donc le cas des Etats-Unis, Trump est passé par là !) ; de 5,99 à 4, régime hybride ; en dessous de 4, régime autoritaire.

1.1. L'Ours russe ou la puissance pauvre

Commençons par l'Ours russe, le plus agité de la Ménagerie actuellement. Il est revenu à l'état sauvage, dévorant la brebis ukrainienne et se demandant quel goût pourrait bien avoir les brebis baltes, moldave et pourquoi pas la brebis polonaise si l'occasion s'en présentait. Toutefois les choses risquent de ne pas être simples pour l'Ours russe qui pourrait bien être obligé de rentrer dans sa tanière, car si la Russie se croit puissante, elle est une puissance pauvre, pour reprendre le titre de l'ouvrage de Georges Sokoloff (La puissance pauvre. Une histoire de la Russie de 1815 à nos jours, Fayard, 1993). Je n'ai pas essayé de me procurer l'ouvrage de Sokoloff (939 pages, c'est un peu dissuasif !). Par contre, la Revue Politique Etrangère a publié en 1994 une recension de cet ouvrage, rédigée par Anita Tirapolski, article qui a le grand mérite d'être disponible en ligne ([ici](#)) et dont je ne peux que vous recommander la lecture. J'en reprends deux extraits dans l'Encadré N°1 en page suivante, **Le paradoxe russe : puissant et pauvre**. Mais en voici tout de suite un très bref passage, en quatre lignes qui résument bien la problématique :

« Georges Sokoloff part d'une observation simple. Il y a un décalage décisif entre le niveau de développement de l'économie russe et son rôle international. Autrement dit, la Russie puis l'URSS ont toujours eu une politique extérieure de puissance qui ne correspondait pas à leurs moyens de pays en voie de développement. C'est un paradoxe : puissant et pauvre ».

Les chiffres clefs du tableau précédent corroborent tout à fait les analyses de Sokoloff, tout en les illustrant dans leurs dimensions actuelles. En effet, si la Russie est le plus vaste pays du monde en termes de superficie (12,6% des terres émergées), c'est sa seule performance de poids ! Pour le reste, il faut être beaucoup plus modeste ! Passons vite sur la population, car on y va revenir : 1,8% de la population mondiale sur plus de 12% des terres, on a l'impression de traiter de l'Empire du vide, avec une densité de 9 habitants au km² (mais il est vrai que la Mongolie est à 2, l'Australie à 3 et le Canada à 4). En matière économique, ce n'est guère mieux avec 2,2% du PIB mondial et un PIB par tête de 27584 \$PPA, soit 42,6% des Etats-Unis et 60,3% de l'Union Européenne 27. Et encore, dans la comparaison Russie / UE il faut tenir compte que l'UE a intégré en 2004 et 2007 (soit il y a moins de 20 ans) une dizaine de PECO (Pays d'Europe centrale et orientale) soit un groupe de handicapés du PIB (pour cause d'économies antérieurement soviétisées) faisant chuter la moyenne européenne de PIB par tête. Certes, depuis ces pays ont commencé à remonter la pente mais les PIB par tête restent notoirement inférieurs à ceux de l'Europe occidentale (exemples : Bulgarie 26823, Roumanie 32738, Allemagne 53560, Pays-Bas 58585). En tout cas on peut comprendre facilement pourquoi les ukrainiens souhaitent rejoindre l'UE : 12949 \$PPA en 2021, avant l'agression russe, et 10731 en 2022 !

Mais, pour la Russie, il y a pire que les données économiques : les données démographiques sont catastrophiques. Les chiffres en matière d'espérance de vie sont inquiétants, comparés aux autres pays du tableau bien sûr, mais aussi à des pays notoirement sous-développés. L'homme russe, avec une espérance de vie à la naissance de 65 ans est à 10 ou 12 ans en dessous des Etats-Unis, de la Chine et de l'UE. 65 ans, c'est moins que le Bangladesh (66) et à peine au-dessus du Pakistan (64) ! D'ailleurs la Russie a déjà entamé son déclin démographique : 144 millions aujourd'hui, contre 149 en 1994 (le maximum).

ENCADRÉ N°1

LE PARADOXE RUSSE : PUISSANT ET PAUVRE

EXTRAITS DE L'ARTICLE D'ANITA TIRAPOLSKI :

Georges Sokoloff. La puissance pauvre. Une histoire de la Russie de 1815 à nos jours.

[Politique étrangère, n°2 - 1994 - 59^eannée. pp. 553-558.](#)

Georges Sokoloff part d'une observation simple. Il y a un décalage décisif entre le niveau de développement de l'économie russe et son rôle international. Autrement dit, la Russie puis l'URSS ont toujours eu une politique extérieure de puissance qui ne correspondait pas à leurs moyens de pays en voie de développement. C'est un paradoxe : puissant et pauvre. Il est classique pour un Empire (c'est au moins le cas de l'Autriche-Hongrie et de la Russie du Congrès de Vienne en 1815), de considérer que l'économie « joue un rôle plutôt passif ». Elle est l'intendance, « le support agricole, démographique et pécuniaire de la force militaire dans ce qu'elle a de plus traditionnel » pour affermir son emprise territoriale. Il semblerait logique de faire progresser les moyens économiques à hauteur des ambitions ou l'inverse, s'il n'y a pas de progrès possible dans les moyens. Sinon l'empire, traversé de fissures sociales, ethniques... multiples est rapidement condamné ». (page 555)

Georges Sokoloff souligne qu'une fois le communisme mort, « Ils (les Russes) n'ont pour s'identifier qu'une forme primitive de nationalisme ». En somme, tout au long de leur histoire, les Russes « n'ont cessé de se demander ce qu'ils étaient vraiment : des Européens de l'Est, des Orientaux de l'Ouest, un peuple inclassable et porteur d'une culture totalement à part ». Ils éprouvent sans cesse le devoir de comprendre l'idée de Russie, de définir sa tâche et sa place dans le monde, si indéfinissables soient-elles. L'épithète de l'historien soviétique Piotr Liaschenko résume bien cette utopie messianique : « un pays qui avait tout pour se donner des tâches historiques, politiques, culturelles et économiques des plus grandes ». Tous ont comme lui cette certitude, ou au moins le pressentiment, que formulait le philosophe russe Nicolas Berdiaev, en 1915, à savoir que la Russie était un pays à part, prédestiné à quelque chose de grand. C'est cette quête d'identité et ce messianisme qui vont pousser les Russes à se projeter dans le monde, à se donner des défis extérieurs qui serviront de ciment pour combler le vide intérieur, colmater les fissures qui traversent l'empire et souder la société. Ces défis tiennent lieu de moteur au développement économique, de ressort au progrès social. L'esprit russe cessera d'être à part et replié sur lui-même quand la Russie sera devenue trait d'union entre l'humanité occidentale et l'humanité orientale. Si elle ne devient pas schizophrène entre-temps ! Toute l'histoire que raconte Georges Sokoloff est celle d'une fuite presque perpétuelle de la Russie. Elle échappe aux mirages européens en assumant sa nature euroasiatique et en portant sa civilisation plus à l'Est. Echouant là, elle se tourne à nouveau vers l'Europe. Et la parenthèse internationaliste soviétique n'est qu'une manière de fuir son problème d'identité. Cela fait partie de son « indélébile étrangeté », de sa « russitude ». (page (557-8).

Pour actualiser, 30 ans après le livre de Sokoloff, on pourrait écrire aujourd'hui : échouant à nouveau du côté de l'Europe, elle se tourne à nouveau du côté de l'Asie ! On peut craindre pour elle un torticolis euroasiatique, à force de tourner la tête tantôt d'un côté, tantôt de l'autre !

La guerre en Ukraine avec la mort sur le front de nombreux hommes en âge de procréer, et l'exil de centaines de milliers d'hommes jeunes de l'élite intellectuelle (estimation actuelle entre 800.000 et 900.000), peu désireux de se retrouver sur le front, ne peut qu'amplifier le phénomène. On comprend donc que la Russie soit pressée de comptabiliser les populations des régions ukrainiennes annexées !

L'Ours est vraiment mal en point ! Donc probablement plus dangereux que jamais : comment le faire rentrer dans sa cage ?

1.2. Le Boa chinois ou la puissance aux anneaux d'argile

Les zoologues vous diront que le boa, dit *constrictor*, est un serpent des zones tropicales d'Amérique du sud et d'Amérique centrale. Ils n'ont à l'évidence pas étudié sérieusement le Boa chinois. Car la bestiole s'adapte à tous les climats, n'hésitant pas à franchir les glaciers de l'Himalaya pour aller voir si l'herbe indienne est plus verte ! De même, le Boa chinois n'a pas peur de l'eau, même salée : il est capable de se transformer en redoutable serpent de mer. Si, malgré bien des efforts, on n'a jamais pu démontrer l'existence du Monstre du Loch Ness, par contre, les marins vietnamiens, malais ou philippins peuvent attester de l'existence d'un Monstre de la Mer de Chine méridionale, qui vient menacer leurs embarcations, voire annexer et agrandir des îlots pour mieux y ressourcer ses forces. Et en effet le Boa chinois se faufile partout, sur ses routes de la soie, terrestres et maritimes, avalant un à un les ports, les aéroports, les voies ferrées... pour mieux satisfaire ses instincts expansionnistes. Et il ne s'agit pas seulement d'expansion commerciale. Car le Boa chinois a des revendications territoriales, pas seulement sur Taiwan. Ces derniers temps, on a parlé de la publication, fin août, par le Ministère chinois des ressources naturelles, d'une carte nationale de la Chine traduisant la vision chinoise de sa souveraineté territoriale : le Boa semble avoir bon appétit⁴ ! Au menu du jour, côté terre, une petite île russe au milieu du fleuve Amour (juste une petite mise en bouche), et les régions indiennes d'Arunachal Pradesh et de de l'Aksai Chin. Côté mer, au vu de la même carte, on découvre un Boa amateur de poissons et autres ressources maritimes : des eaux territoriales vietnamiennes, malaises et philippines se voient massivement sinisées sans autre forme de procès, sans la moindre considération pour les arbitrages rendus par la Cour permanente d'arbitrage de La Haye.

Décidément le Boa chinois est bien aventureux ! Mais il vrai qu'il a de quoi parader, fort de ses exploits en matière de croissance et d'excédents commerciaux, indéniable nouveau géant du commerce mondial comme l'illustre l'encadré N°2, **La guerre commerciale sino-américaine**, en page suivante, avec deux cartes sur les positions respectives des Etats-Unis et de la Chine dans le commerce mondial en 2001 (entrée de la Chine dans l'OMC) et 2018 (dernière année disponible dans cette série de cartes). Pour autant, l'avenir appartient-il à la Chine, comme semble le penser le pouvoir chinois ? Pas certain : à bien des égards, le Boa chinois a des anneaux d'argiles (faute de pieds !) en matière économique et démographique.

Une économie se doit de marcher sur ses deux jambes : la jambe de l'économie réelle et celle de l'économie monétaire et financière. Mais si une jambe est défaillante, l'ensemble peut chuter. L'économie réelle chinoise fonctionne très bien, en interne et à l'international, mais on ne peut pas en dire autant de son économie monétaire et financière.

⁴ Voir cet article du Monde : [La Chine redéfinit ses frontières avec ses voisins...](#)

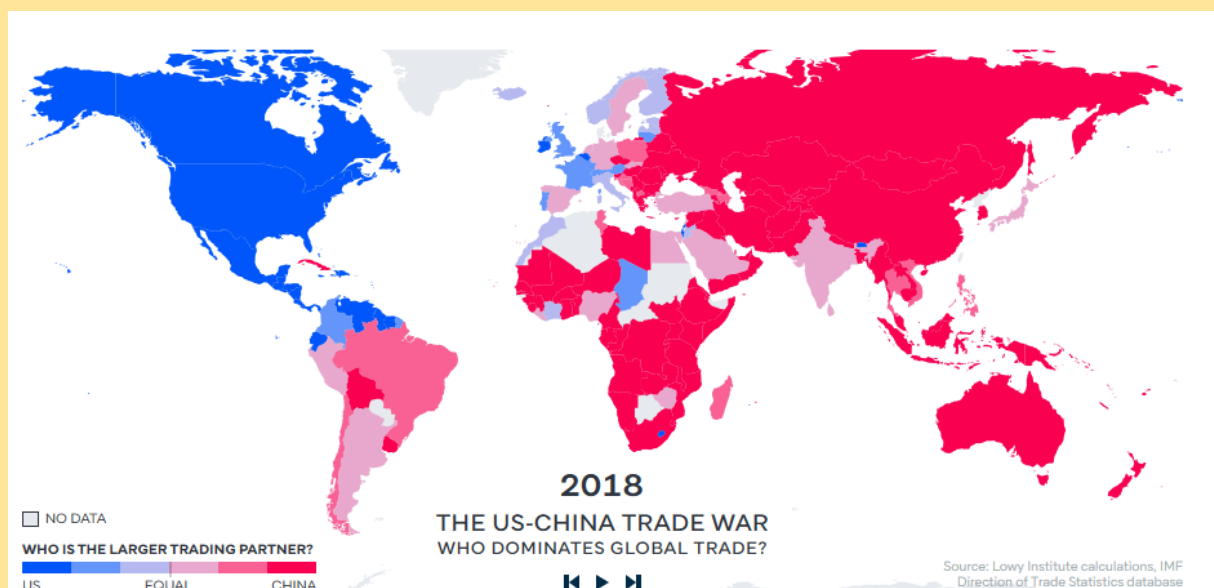
ENCADRÉ N°2 : GUERRE COMMERCIALE SINO-AMÉRICAINNE : Qui domine le commerce mondial ?

Les pays en bleu (foncé ou clair) ont les Etats-Unis pour premier partenaire commercial. Les pays en rouge ou mauve ont la Chine pour premier partenaire commercial. Pas vraiment besoin de commentaires !

2001 (entrée de la Chine dans l'OMC)



2018 (dernière année disponible dans la série de cartes)



Source : Visual capitalist, [How China overtook the US as the world's major trading partner](#), Iman Ghosh, January 2020

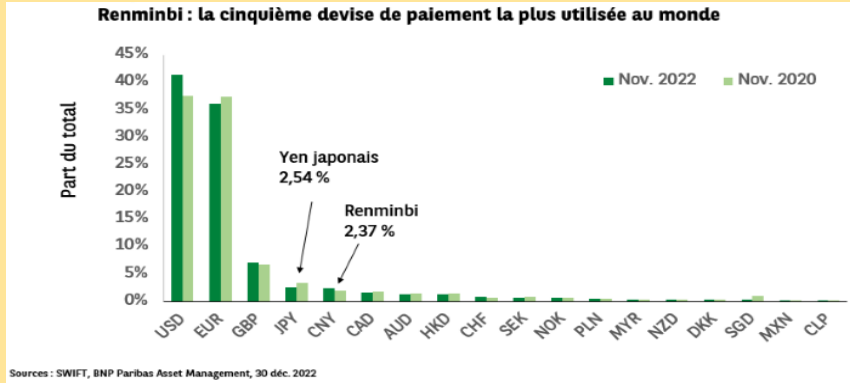
Comme l'illustre l'Encadré N°3, en page suivante, la Chine est encore un nain monétaire mais déjà un géant financier ... aux pieds d'argile. On reviendra à loisir, dans la 3^e partie de cette chronique, sur la monnaie chinoise, le Yuan, appelé officiellement le Renminbi, et nous nous interrogerons sur son avenir. Pour le moment, constatons simplement que le rôle international du Yuan reste très faible : le premier graphique de l'Encadré N°3 le situe à 5% du commerce international, un nain comparé au Dollar et même à l'Euro. Mais, forte de ses excédents commerciaux en dollars, la Chine prête à tour de bras aux pays en développement ou émergents, comme le montre le deuxième graphique de l'Encadré N°3 : en termes de dette publique de ces pays, empruntée à des organismes publics d'Etats ou Organisations Internationales, la Chine dépasse à elle toute seule la Banque Mondiale, le Club de Paris (ensemble des créanciers publics occidentaux + Russie, Brésil, Corée du Sud et Japon) et le Fonds Monétaire International ! C'est dire tout l'intérêt de la Chine à bien enserrer les pays en développement entre ses anneaux, pour mieux exploiter leurs ressources agricoles et minérales, et éventuellement les étrangler s'il devenait nécessaire de les rappeler à l'ordre ... chinois ! Si ce deuxième graphique est inquiétant d'un point de vue géopolitique, le troisième l'est du point de vue de la stabilité financière chinoise et au-delà mondiale : en effet, si d'un côté la Chine prête à d'autres pays, d'un autre côté elle s'endette beaucoup en interne. Certes, la dette publique chinoise reste raisonnable en % du PIB (77% en 2022), bien en dessous des chiffres américains (121%) et de bien d'autres pays, la dette privée explose, atteignant les 195%, bien au-dessus des Etats-Unis à 152%⁵. Dès lors la question à plusieurs milliers de milliards de Dollars, est celle la capacité du système financier chinois à gérer une telle dette, contractée notamment par des ménages voulant se loger mais dont les appartements ne sont pas livrés par des groupes immobiliers aux yeux plus gros que le ventre et désormais en faillite ou quasi-faillite (Evergrande, Country Garden ...). Personne n'est capable dire si le système financier chinois peut gérer la situation sans catastrophe majeure et quel serait l'impact mondial d'une telle catastrophe chinoise : ce sera la surprise du Chef Xi Jing Ping !

Toutefois, la finance chinoise n'est pas la dimension la plus inquiétante à long terme : on finit toujours par se remettre d'une crise financière, même si ça fait de gros dégâts sur le moment ! La principale faiblesse chinoise est démographique : ce pays a vocation à devenir le plus grand EHPAD⁶ mondial. L'avenir démographique est loin d'être radieux, non pas tant en termes de déclin de la valeur absolue de la population (1,426 milliard aujourd'hui, projection 2030 à 1,415 milliard) qu'en termes de structure par âge. D'un côté, plutôt positif, l'espérance de vie chinoise est élevée (76 ans pour les hommes, 81 ans pour les femmes), contrairement à la Russie, de l'autre la natalité est au plus bas avec 1,2 enfant par femme, en dépit de l'assouplissement depuis 2013 puis de l'abandon de la politique de l'enfant unique : la conjonction des deux phénomènes se traduit par une pyramide des âges déséquilibrée (voir ci-dessous) dans laquelle les tranches les plus jeunes (jusqu'à 24 ans) sont nettement moins fournies que les tranches de 25 à 59 ans, laissant augurer de sérieux problèmes de financement des ressources des personnes âgées dans les décennies à venir. Ce déséquilibre n'est certes pas spécifique à la Chine : Japon, Italie et Espagne (1,3 enfant par femme pour ces trois pays) ou l'Allemagne (1,5) sont dans des situations comparables ou proches, mais sont mieux préparés en termes de systèmes de retraites alors que la charge des personnes âgées chinoises retombe largement sur une solidarité familiale difficile à maintenir dans des familles

⁵ Ces données en % de PIB proviennent de la [base de données mondiale sur la dette du FMI](#).

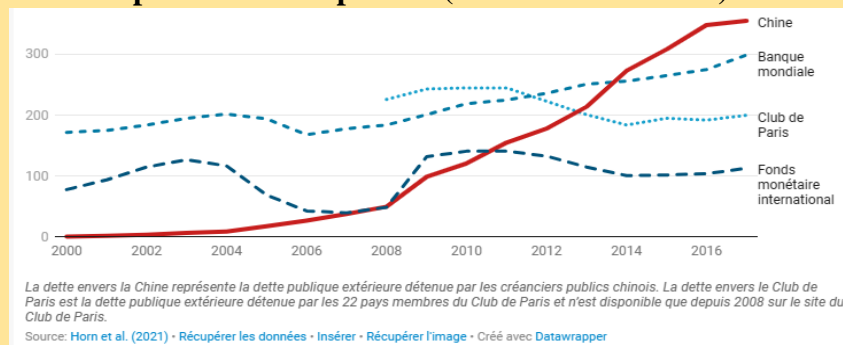
⁶ Etablissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes.

ENCADRÉ N°3 : LE PARADOXE CHINOIS : NAIN MONÉTAIRE MAIS GÉANT FINANCIER... AUX PIEDS D'ARGILE.



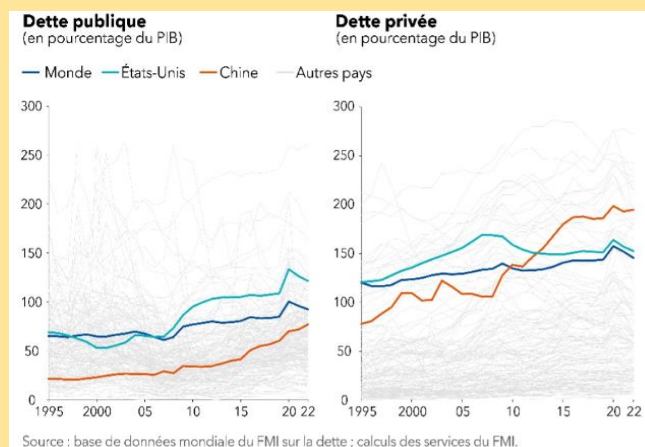
Source : BNPParisbas-AM, [Internationalisation du Renminbi](#), Chi Lo, 05/01/2023

Dettes publiques extérieures des économies émergentes et en développement, par créanciers publics (milliards de dollars)



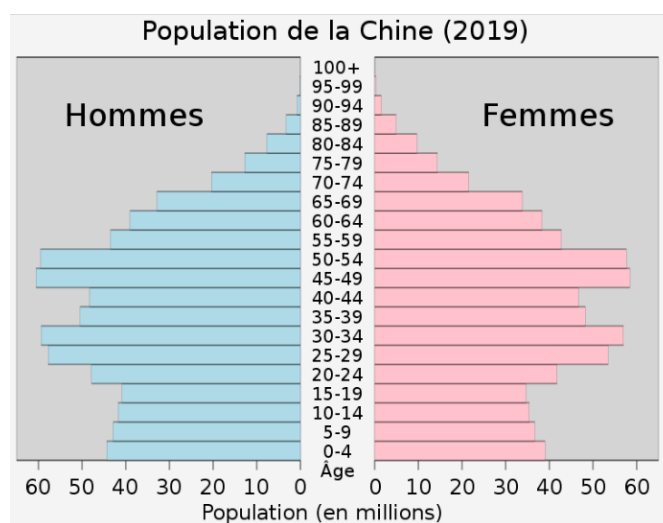
Source : Blog CEPII, 25/07/2023 [La Chine principal créancier mondial, une fragilité de plus pour les pays émergents et en développement](#)

Dettes publiques et dette privée en % du PIB : Monde, Etats-Unis, Chine



Source : Blog FMI, 13/09/2023, [Global debt is returning to its rising trend](#)

de plus en plus rétrécies, dans lesquelles, de génération en génération, chaque actif doit supporter de plus en plus d'inactifs.



Source : [Wikipedia](#)

Il y a donc une grosse épine démographique dans la queue du Boa chinois, qui a peu de temps devant lui pour atteindre son objectif de première puissance mondiale, avant que le vieillissement de sa population freine son dynamisme et sa capacité à innover. Désolé pour Taiwan, le Boa n'a pas l'éternité devant lui : l'heure est à la préparation des canonnières du Détroit ! Cette fois-ci ce ne sont plus les canonnières occidentales pour soumettre la Chine mais bien les canonnières chinoises pour imposer la volonté chinoise à l'Occident par Taiwan interposé. Chaud devant ! Mais l'Occident sera-t-il prêt à mourir pour Taïpeh ... une fois que les usines de TSMC⁷ auront préventivement déménagé ? Tel est sans doute le calcul du Boa vieillissant, qui récupèrera un territoire pour la gloire, mais sans ses technologies phare.

1.3. L'Aigle américain ou la puissance riche mais divisée

L'Aigle a deux ailes, rien d'anormal jusque-ici ! Mais le problème est que ces deux ailes ne veulent pas battre au même rythme ni voler dans la même direction ! L'aile gauche, démocrate, veut aller d'abord en Ukraine pour donner une bonne leçon à l'Ours russe et le faire rentrer dans sa cage, c'est à dire dans les frontières qui lui sont reconnues par la Communauté internationale, et en même temps envoyer un avertissement sans frais au Boa. L'aile droite, républicaine, veut aller directement survoler le Boa chinois, façon de l'effrayer et de le dissuader d'étouffer Taiwan entre ses puissants anneaux puis de le digérer. Mais parfois aussi cette aile droite rêve de ne voler qu'au-dessus de son propre territoire, sans s'occuper des autres, dans un grandiose isolationnisme.

Ces deux ailes divergentes symbolisent la profonde division de la société américaine, comme ce n'est probablement pas advenu depuis la Guerre de Sécession. L'épisode de l'assaut du Capitole (6 janvier 2021) en témoigne, [véritable entreprise de subversion de la démocratie](#)

⁷ TSMC est le grand fabricant taiwanais de puces informatiques, très en avance technologiquement pour la fabrication de puces des tailles les plus réduites.

[américaine](#). Les lignes de fractures internes à la société sont multiples, économiques bien sûr mais culturelles surtout.

J'ai écrit le précédent numéro de cette chronique – en mai dernier - dans l'incertitude de l'issue du débat sur l'augmentation du plafond de la dette et donc d'une possible incapacité des Etats-Unis à honorer leurs engagements financiers. Finalement le plafond de la dette a fini par être relevé, ce qui laisse quelques mois de visibilité avant que le problème ne se repose. Cette fois-ci j'écris ce numéro en septembre-octobre dans une perspective de *shutdown* de l'administration américaine, faute d'accord budgétaire entre démocrates et républicains. Derrière ces affrontements se profilent deux visions bien différentes de la société américaine :

- d'une part, une vision ultralibérale voire libertarienne, qui au nom de la libre entreprise et de la responsabilité des individus à subvenir à leurs besoins, veut une diminution de la pression fiscale sur les plus riches et la classe moyenne (pour ratisser large au niveau électoral), une quasi suppression des aides sociales et médicales. Une vision qui espère donc piloter l'économie par une diminution drastique de la dépense publique permettant à la fois de diminuer la pression fiscale et de gérer à la baisse l'encours de la dette. L'Ukraine est priée de ne pas demander qu'on lui finance ses armements !

- d'autre part, une vision sociale-démocrate *soft*, un keynésianisme modéré (ou plus radical en version Ocasio Cortez ou Bernie Sanders), qui veut maintenir ou renforcer le volet socio-médical du programme démocrate, qui n'a pas d'objectif fondamental en termes de réduction de la pression fiscale et verrait même d'un bon œil une forte augmentation des impôts pour les très riches (ce que demandent certains milliardaires eux-mêmes). Quant à la dette, tant que le dollar sera désiré, pas de souci ! Et s'il ne l'est plus, on verra bien. D'ici là, on augmentera le plafond de la dette autant de fois que nécessaire.

Mais, au-delà de la dimension économique, les fractures américaines sont profondément culturelles avec, bien souvent, un arrière-plan religieux. La fracture économique elle-même recouvre d'ailleurs deux philosophies politiques bien différentes quant aux rapports entre les individus et l'Etat. L'affrontement sévère entre les anti IVG (les *pro life*) et les mouvements de défense des droits des femmes, l'acceptation ou le refus des thématiques LGBT dans leur intégralité ou partiellement, et les outrances du wokisme repentant qui débouchent sur du négationnisme culturel, sont autant de symptômes d'une société profondément divisée. Et pourtant, à examiner les données socio-économiques du pays, on aurait pu penser qu'ils avaient tout pour être heureux : premier PIB mondial, premier PIB PPA par tête (si l'on exclut les confettis du type Luxembourg, Monaco ou Singapour), bonne espérance de vie (même si on fait mieux dans beaucoup de pays européens). De plus, de tous les grands protagonistes de la Ménagerie Impériale, c'est l'Aigle qui a le meilleur équilibre démographique, qu'il peut doper autant que nécessaire avec de l'immigration de proximité géographique, et d'un profil culturel facilement assimilable dans l'*American Dream*.

L'insoutenable légèreté de l'Aigle, aux ailes indécises, reste donc un mystère. Mais, elle est tout bénéfique pour l'Ours russe et le Boa chinois.

1.4. Europe : le Cercle des Empires disparus ou la puissance impuissante

Il n'est pas exagéré de qualifier l'Europe de Cercle des Empires Disparus. Des Empires, il y en a eu pléthore : Empire romain, Saint Empire Romain Germanique, Empire Espagnol, Portugais, Hollandais, Austro-hongrois, Français continental (Napoléon) puis ultramarin (Empire colonial), et j'allais même oublier l'Empire Britannique. Mais ce dernier a décidé de quitter le Cercle, se croyant toujours Empire de plein exercice dans le cadre du prétendu *Global Britain*. En fait, toute l'Europe doit dire un grand merci aux Anglais pour un Brexit aussi pédagogique, dont les premiers résultats sont suffisamment clairs pour dissuader tout autre mouvement en « xit » : on n'entend plus parler de Frexit ou d'Italxit. D'ailleurs quitter l'UE ce serait quitter l'Euro : impensable, l'auberge monétaire est trop bonne, trop *cool* !

Pour autant, le parcours du Cercle des Empires Disparus n'est pas un long fleuve tranquille. Comme les Etats-Unis, l'Europe est divisée, et il ne s'agit pas seulement d'une division entre les anciens Etats membres fondateurs et les nouveaux Etats des derniers élargissements. Trois dossiers sont particulièrement chauds : énergie, migration, élargissement.

- **Le dossier énergétique** et en particulier le marché de l'électricité font l'objet de sérieuses divergences. Le prétendu couple franco-allemand s'affronte en une véritable guerre nucléaire... fort heureusement autour du nucléaire civil ! L'Allemagne a fait des choix énergétiques calamiteux, jouant les effarouchés face au nucléaire après Fukushima et s'en remettant principalement au gaz russe pour faire tourner ses turbines au meilleur coût possible : tout faux ! On sait ce qu'il est advenu du prix du gaz. Dès lors, la guerre de tranchée, ce n'est pas qu'en Ukraine. Un Verdun de l'électricité se joue actuellement dans les couloirs du Berlaymont à Bruxelles et dans ceux de la Moncloa (siège du gouvernement espagnol qui assure ce deuxième semestre 2023 la présidence de l'UE). La grande crainte d'une Allemagne engluée dans des choix énergétiques mal inspirés géopolitiquement, face à la relance du programme nucléaire français, c'est que la France soit capable de proposer des contrats de long terme de fourniture électrique aux industriels installés sur son territoire à un prix très inférieur au coût de production allemand, pouvant induire des délocalisations industrielles de l'Allemagne vers la France. Le leadership industriel européen des prochaines décennies va se jouer sur le prix de l'électron. D'où une action tenace de l'Allemagne, d'aucuns parlent même d'une [insupportable hystérie allemande](#):

- pour empêcher que le nucléaire soit éligible aux subventions européennes pour les énergies bas carbone et exiger que ces subventions soient réservées au solaire et à l'éolien ;
- pour imposer un prix européen de l'électricité articulé autour du coût marginal (celui de l'unité productive la plus onéreuse, actuellement les centrales thermiques à gaz⁸) et surtout pas autour du coût moyen de production. Or il n'est pas inimaginable de concevoir un prix européen de l'électricité articulé autour du coût moyen, couplé à une caisse de péréquation transférant les rentes des producteurs des filières les moins chères (donc au-dessous du coût moyen) vers les pertes de producteurs marginaux... pour autant que ces derniers sont nécessaires à l'équilibre de l'offre et de la demande électrique à l'échelle européenne, et s'ils ne sont pas nécessaires... ils sortent du marché, permettant d'abaisser le coût moyen, mais aussi de diminuer les émissions de CO₂ ! Et l'Allemagne ne devrait pas perdre de vue que le problème n'est pas tant un risque de délocalisation intra-européenne qu'un même risque vers l'Amérique du Nord (Etats-Unis et Canada).

⁸ Pour en savoir plus sur la tarification électrique, voir cet [article des Echos](#).

- **Le dossier migratoire** n'est pas simple ! D'un côté la pression migratoire clandestine est d'autant plus insupportable que, encouragée par des ONG du Nord de l'Europe dégoulinantes de bons sentiments, elle se focalise sur le littoral méditerranéen et se concentre sur trois pays du sud de l'Europe (Espagne, Grèce et surtout Italie). Ces trois pays demandent logiquement une solidarité des autres pays dans une répartition de l'accueil des migrants : elle leur est refusée par deux pays au moins (Pologne, Hongrie) et chichement accordée par beaucoup qui préfèrent détourner le regard. Et d'un autre côté, le déclin démographique européen et les besoins de main d'œuvre induits incitent les organisations patronales (aux niveaux nationaux ou sectoriels) à demander la régularisation des immigrés clandestins, au risque d'un appel d'air supplémentaire. Ces deux exigences contradictoires créent des situations explosives exploitées en interne par des partis populistes surfant sur le développement de l'insécurité et de l'extérieur par des pays étrangers qui en font une arme de chantage géopolitique pour obtenir des avantages (Turquie à la frontière grecque : quelques milliards d'Euros ou j'ouvre les vannes !) ou pour provoquer des troubles visant à déstabiliser les frontières Est de l'Europe (Russie et Biélorussie organisant du transit de migrants moyen-orientaux). Ce dossier migratoire est une véritable bombe menaçant l'unité européenne.

- **Le dossier du futur élargissement de l'UE** constitue un redoutable casse-tête. Dix pays sont aujourd'hui candidats à l'adhésion à l'UE (en attendant l'Arménie) : huit en candidature officielle (Albanie, Bosnie Herzégovine, Macédoine du Nord, Moldavie, Monténégro, Serbie, Turquie et Ukraine) et deux en candidature déposée (Géorgie et Kosovo). Il serait géopolitiquement irresponsable d'intégrer une Turquie qui a abandonné l'héritage laïc de Mustafa Kemal et vise à reconstituer une sphère d'influence ottomane (encore un empire disparu qui rêve de retrouver son statut impérial !). Il serait tout aussi géopolitiquement irresponsable de ne pas intégrer à terme les neuf autres. Le réveil agressif de l'Ours russe nécessite un front commun sans faille de l'ensemble européen à l'Ouest des frontières russes. Mais une fois qu'on a dit cela, comment gère-t-on des décisions à 36 (27+9) dans les règles institutionnelles actuelles ? Comment piloter la politique agricole commune ou les fonds structurels dans un ensemble aux disparités internes accrues, sans amplifier le mécontentement dans les pays à forts revenus qui vont devoir verser beaucoup plus au pot commun ou passer d'une situation de bénéficiaire net à celle de contributeur net ?

Face aux difficultés des trois dossiers évoqués et faute de véritable vision géopolitique commune, l'Europe est une puissance impuissante destinée à voir passer les trains de la géopolitique sans pouvoir monter dedans. Dès lors, les trois Empires principaux ne rêvent que de profiter de la situation pour en tirer avantage : l'Aigle va vouloir embaucher l'Europe dans sa chasse au Boa, au grand dam de l'Allemagne qui regarde le marché chinois avec les yeux de Chimène ; le Boa va menacer l'Europe de lui fermer ses marchés et de la priver de ses matériaux critiques si elle flirte trop avec l'Aigle ; l'Ours va jouer sur les solidarités slaves et orthodoxes pour tenter de déstabiliser l'Europe centrale et orientale et se reconstituer une zone d'influence, fût-elle intra-UE : dans l'UE pour les fonds européens, avec la Russie pour le panslavisme ! Et les différents pays européens seront tentés par des soumissions diverses : à l'Aigle, à l'Ours, au Boa, en fonction des intérêts nationaux (sécuritaires, énergétiques ou de débouchés exportateurs). Joyeux bordel en vue, même avec l'Europe à plusieurs vitesses que l'on peut souhaiter.

2. Le courroux de l'Aigle : sanctions, fragmentations, découplages.

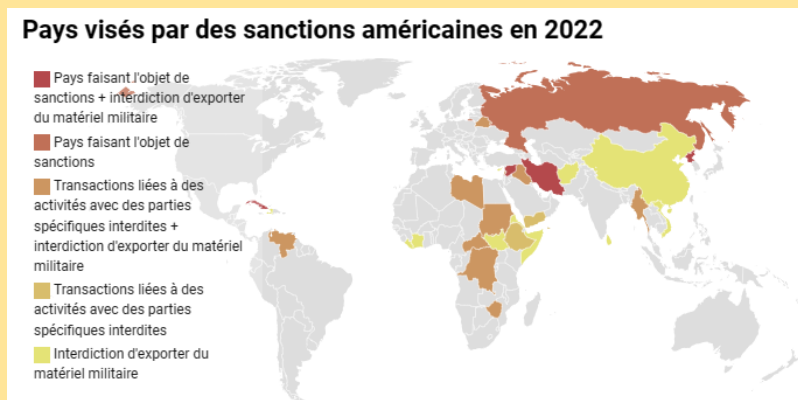
Déplaire à l'Aigle est risqué, de nombreux pays en ont fait l'expérience. Le courroux de l'Aigle se traduit par des sanctions. C'est ainsi que Cuba est sous sanctions américaines depuis 1960, l'Iran depuis 1995, la Russie depuis 2014 (invasion Crimée) et la Corée du Nord depuis toujours ! En quelques décennies, la nature et les mécanismes des sanctions ont évolué. Impossible en quelques lignes de traiter sérieusement de ces sanctions dans tous leurs aspects : pays sanctionnés et par qui, modalités, efficacité, contournement. Pour approfondir cette thématique, je vous renvoie à la bonne source : Agathe Demarais⁹.

Les sanctions internationales sont vieilles comme le monde. Sans remonter aux luttes entre Cités grecques, on peut évoquer le blocus continental édicté par Napoléon (à partir de 1806) pour interdire le commerce avec la Grande Bretagne depuis tous les ports européens contrôlés par la France. La période contemporaine, depuis 1945, a vu se développer de nombreuses salves de sanctions, par les Etats-Unis principalement, et secondairement l'Union Européenne, le Canada et l'ONU. La carte en page suivante, dans l'Encadré N°4 **Freins au commerce et réorientation des flux**, fait le point sur les pays sanctionnés par les Etats-Unis en 2022 et illustre le fait que pour ce pays les sanctions sont devenue un instrument essentiel de politique étrangère : les remontrances diplomatiques relevant de l'impuissance verbale, les conflits armés étant trop coûteux humainement et économiquement, les sanctions constituent un compromis coût-efficacité intéressant, plutôt rapide à mettre en œuvre et facile à manier, sous réserve d'un impact effectif sur les pays concernés incertain et pouvant se faire attendre.

Mais les sanctions d'aujourd'hui n'ont plus grand-chose à voir avec celles d'hier... seulement avec celles d'avant-hier, donc rien de nouveau sous le soleil ! L'embargo pur et simple (exemple Cuba), c'est-à-dire l'interdiction pour les citoyens et les entreprises du pays de commercer avec les entités du pays sanctionné, n'est plus guère à la mode. Depuis plusieurs décennies, les sanctions financières ont pris la relève : les Banques sont en première ligne, devant éviter toute transaction en dollars avec les pays sanctionnés, sous peine de lourdes amendes... ce qui peut dissuader de commercer en Dollars (on y revient plus loin). Mais, ces derniers temps une nouveauté est remarquée en matière de sanctions : Agathe Demarais note dans son article (voir la note de bas de page N°9), évoquant les technologies des semi-conducteurs, « *Washington a récemment ressuscité les contrôles à l'exportation — un outil hérité de la Guerre froide — afin de couper l'accès de Pékin à ces technologies* ». En fait les restrictions à l'exportation ne datent pas de la Guerre froide : il s'agit d'une nouveauté très ancienne ! En supposant qu'elles ne soient pas aussi vieilles que le monde, ces restrictions à l'exportation datent au moins de la doctrine mercantiliste qui prohibait notamment les exportations de métaux précieux (or et argent), mais pas seulement. C'est ainsi que Jean Bodin (mercantiliste français, XVI^e siècle) préconise l'interdiction des exportations de matières premières, afin qu'elles soient transformées dans le pays et alimentent des exportations de produits finis (à plus forte valeur ajoutée, dirait-on aujourd'hui). Le contrôle de la diffusion des technologies est un souci millénaire, comme en témoigne l'histoire des techniques de fabrication de la soie et des tentatives d'en freiner la diffusion.

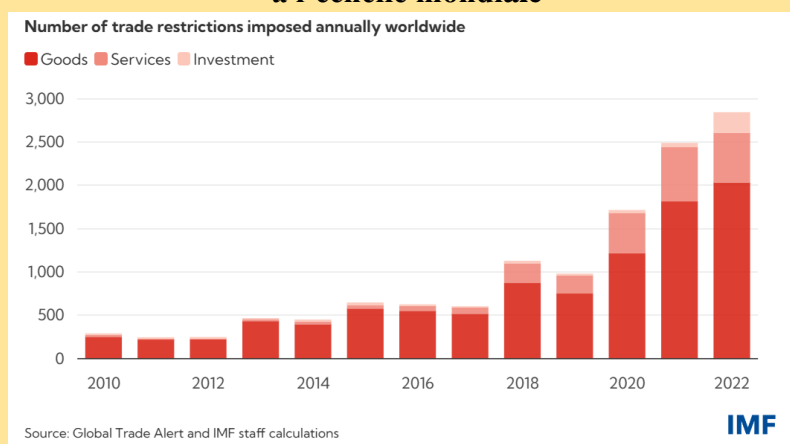
⁹ Si vous êtes plus courageux que moi, procurez-vous son ouvrage en anglais : Agathe DEMARAIS, *Backfire: How Sanctions Reshape the World Against U.S. Interests*, Columbia University Press, 2022. Sinon, faites comme moi, lisez son papier sur Le Grand Continent, en français et en accès libre : [10 points sur les sanctions](#).

ENCADRÉ N°4 : FREINS AU COMMERCE ET RÉORIENTATION DES FLUX



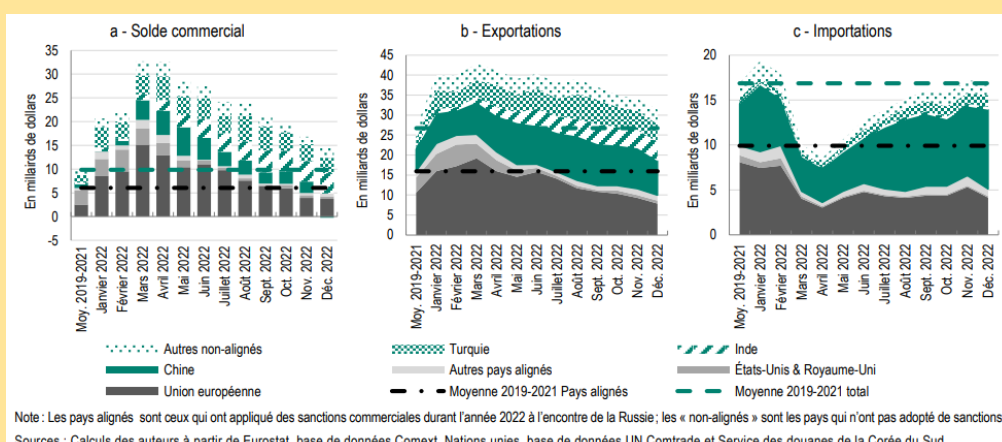
Source : Le Grand Continent, [10 points sur les sanctions](#)

Nombre des restrictions commerciales imposées chaque année à l'échelle mondiale



Source : Blog FMI, 28/08/2023, [The high cost of global economic fragmentation](#)

Une réallocation du commerce extérieur russe vers les pays non alignés



Source : Lettre du CEPII, N°439, Juillet-août 2023,

[Russie : sanctions occidentales et échappatoires orientales](#)

Toutefois le plus important n'est pas de faire un inventaire des sanctions mais d'en comprendre les impacts, pas seulement sur les pays sanctionnés mais sur l'ensemble de l'économie mondiale. Après la grande vague de démantèlement des obstacles à l'échange international des années GATT puis OMC, qui culmine avec l'entrée de la Chine dans l'OMC en 2001, ardemment voulue par les Etats-Unis, le monde est entré ces dernières années dans une phase de restrictions au commerce, articulées précisément autour des sanctions et des représailles aux sanctions par les pays sanctionnés. Le deuxième graphique de l'Encadré N°4 en page précédente témoigne de la montée en puissance des restrictions commerciales au cours de la dernière décennie : le nombre de restrictions commerciales imposées chaque année à l'échelle mondiale est passé de moins de 500 jusqu'en 2014 (invasion de la Crimée, quelle coïncidence !) à presque 3000 mille en 2022 (invasion généralisée de l'Ukraine, quelle coïncidence encore !). Le commerce mondial doit désormais se faufiler entre les sanctions, trouver les passages libres, les voies de contournement possibles. Pas surprenant dans ces conditions que le commerce mondial plafonne et surtout se réoriente, entre fragmentations et découplages.

En matière de réorientation des flux, l'exemple russe est un cas d'école, comme l'illustre le troisième graphique de l'encadré en page précédente : « Une réallocation du commerce extérieur russe vers les pays non alignés ». On assiste en direct sur les 12 mois de l'année 2022, dans le cadre des sanctions, au découplage brutal de la Russie avec l'Union Européenne (chute des imports comme des exports) et un mouvement inverse avec la Chine et, dans des proportions plus limitées, avec la Turquie et autres non alignés. Toutefois ce **découplage brutal** n'est pas forcément le plus porteur de tendances nouvelles pour l'économie mondiale. Il existe un **découplage tendanciel**, moins visible, plus insidieux, qui est en train de refaçonner la mondialisation, en la rendant plurielle. Ce découplage a commencé très discrètement, pendant les premiers mois de 2020, dans les allées du marché de Wuhan ou dans les couloirs des instituts de virologie de la même ville. Le virus de la Covid et ses impacts sur la production et la logistique chinoise ont fait comprendre la fragilité des chaînes d'approvisionnement, fractionnées à l'extrême dans une impressionnante division mondiale du travail. Les tensions géopolitiques relatives à Taiwan rajoutent une couche de méfiance, autour des commerces ultra-stratégiques de matières premières (métaux rares, largement chinois) comme de produits finis à très haute intensité technologique (puces électroniques) dont les Etats-Unis souhaitent priver la Chine. Ce découplage tendanciel se profile aussi à travers les normes carbone que l'Europe installe à ses frontières sur ses importations.

Ces tendances au découplage inquiètent les organisations économiques internationales (FMI, Banque mondiale, OMC), comme en témoignent leurs publications récentes dont ce papier du 3 octobre 2023 sur le blog du FMI est un bon exemple: [La fragmentation géoéconomique menace la sécurité alimentaire et la transition vers une énergie propre \(imf.org\)](#).

Ainsi, le monde occidental en général et les Etats-Unis en particulier se trouvent coincés dans un dilemme compliqué : les sanctions sont utiles pour gérer à moindre frais les conflits, sans recourir à la guerre, mais elles peuvent se retourner contre ceux qui les ont décidées et rendre impossible le multilatéralisme hors duquel des missions vitales ne sauraient être conduites, comme la lutte contre le réchauffement climatique. Faut-il lâcher Taiwan pour limiter le réchauffement climatique ? Cruel dilemme, ou miroir aux alouettes tendu par la Chine ?

3. La grande parade monétaire de l'Aigle et du Boa

Je suppose que tous mes lecteurs connaissent le SMOI (Syndicat des Mécontents de l'Ordre International), plus communément appelé BRICS. Ce syndicat réunissait à l'origine (2009) quatre pays, le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine, auxquels s'est ajouté l'Afrique du Sud en 2011 et tout juste maintenant six nouveaux : Arabie saoudite, Argentine, Egypte, Emirats arabes unis, Ethiopie, Iran. A l'occasion du récent sommet des BRICS (Johannesburg, 22-24/08/2023), de nombreux médias ont rapporté que les BRICS avaient le projet d'adopter une monnaie commune. J'ai bien failli en avoir une crise cardiaque ! Pire encore, je me suis dit que j'avais raconté n'importe quoi à mes étudiants pendant plusieurs décennies ! Mais je me console en me disant que je n'ai pas dû être le seul, car tous les économistes vous diront que dans un processus d'intégration entre plusieurs pays, la dimension monétaire ne peut intervenir qu'à un stade avancé d'intégration, comme on l'a vu dans le cas européen. L'ECU (European Currency Unit), monnaie commune qui a précédé l'Euro (1999, monnaie unique cette fois-ci), n'a été mis en place qu'en 1979, plus de dix ans après l'achèvement de l'Union Douanière (1968 soit encore 10 ans après le Traité de Rome, libre échange interne + tarif extérieur commun vis-à-vis du reste du monde) et en plein processus de mise en place du place du Marché Unique (libre circulation des marchandises, des hommes et des capitaux). L'ECU, monnaie commune coexistant avec les monnaies nationales dont il constituait un panier, était l'unité de compte des Institutions Européennes et des Banques centrales, mais aussi une monnaie de placement et d'endettement sur les marchés financiers.

Les BRICS ne sont nullement engagés dans un processus d'intégration économique : même pas une zone de libre-échange ! Il s'agit d'un forum économique international, tout comme le G7 ou le G20, visant à organiser des réunions de concertation, pouvant déboucher sur des déclarations communes, mais qui n'a pas vocation à créer un cadre juridique contraignant pour ses membres. Or qui dit monnaie dit institutions monétaires, règles d'émission, et, pour une monnaie commune, régulation de l'articulation avec les monnaies nationales ... ce qui n'est pas une mince affaire ! Difficile donc d'envisager une monnaie commune aux membres des BRICS. Pour le moins, une telle monnaie commune apparaîtrait comme un **OMNI - Objet monétaire non identifié** et non répertorié par les économistes - s'il s'agissait de mettre en place un **BRICSCU, BRICS Currency Unit**, donc une monnaie n'existant pas à l'heure actuelle. Et si d'aventure une telle monnaie commune était créée *ex-nihilo* à partir d'une simple forum de discussion international, il faudrait jeter immédiatement aux oubliettes les typologies de l'intégration internationale¹⁰ qui partent de la Zone de libre-échange pour passer à l'Union douanière puis au Marché commun (ou Marché unique) et enfin culminer avec l'Union économique et monétaire. Heureusement que je suis à la retraite, je n'aurais pas besoin de réactualiser mes notes de cours, dans une éventualité aussi révolutionnaire qu'inattendue, et peut-être, et surtout, farfelue !

Mais, peut-être, la monnaie commune des BRICS ne vise-t-elle pas à la mise en œuvre d'un tel OMNI mais tout simplement à utiliser un **OMPI (Objet monétaire parfaitement identifié)** ... qui pourrait être une monnaie déjà existante. En fait, les BRICS, tout comme la plupart des pays du monde, ont déjà une monnaie commune pour leurs échanges : le Dollar,

¹⁰ La plus connue est celle de Bela Balassa (économiste hongrois, Budapest 1928, Washington 1991) dans son ouvrage *The theory of economic integration*, 1961.

avec lequel s'effectue encore plus de 40% du commerce mondial, alors que les Etats-Unis ne représentent que 8,3% des exportations et 13,2% des importations mondiales¹¹. D'ailleurs, dans un des nouveaux pays cooptés par les BRICS à Johannesburg, l'Argentine, le candidat en tête des primaires pour la présidentielle du 22 octobre 2023, le libertarien [Javier Milei](#), milite pour l'adoption du Dollar US comme monnaie nationale argentine. En voilà un qui veut sauter l'étape de la monnaie commune pour aller directement à la monnaie unique ... mais pas vraiment celle que souhaitent ses partenaires des BRICS, pour qui l'évocation d'une monnaie commune n'est qu'un écran de fumée visant à masquer le véritable objectif : la dédollarisation, c'est-à-dire l'enclenchement et l'approfondissement d'un mouvement de réduction du rôle international hyper dominant du Dollar, qui donne aux Etats-Unis un privilège exorbitant dans le SMI (Système monétaire international).

Toutefois, on n'a pas attendu les BRICS pour dénoncer ce privilège américain. Pour mémoire, le Général de Gaulle, dans sa conférence de presse du 4 février 1965, vilipendait un Système monétaire international, totalement asymétrique, qui faisait de la monnaie américaine la monnaie internationale, émise à discrétion des autorités monétaires américaines qui contrôlent ainsi la liquidité internationale au gré de leurs intérêts. D'ailleurs, comme le dira en 1971 John Connally (Secrétaire au Trésor – 1971-72 – pendant la Présidence Nixon) : *The dollar is our currency, but it's your problem* (le dollar est notre monnaie, mais c'est votre problème). En bon français encore plus clair, ça veut dire : cause toujours mon lapin, on fait ce qu'on veut et démerdez-vous avec ça ! A beaucoup fréquenter les dirigeants américains pendant les 14 ans de sa présidence (1981-95), on peut comprendre que François Mitterrand ait pu tenir, en privé, les propos suivants¹² : « *La France ne le sait pas, mais nous sommes en guerre avec l'Amérique. Oui, une guerre permanente, une guerre vitale, une guerre économique, une guerre sans mort apparemment. Oui, ils sont très durs les Américains, ils sont voraces, ils veulent un pouvoir sans partage sur le monde. C'est une guerre inconnue, une guerre permanente, sans mort apparemment et pourtant une guerre à mort.* »

Depuis cette période de toute puissance du Dollar et de morgue américaine absolue, un processus de dédollarisation s'est enclenché, mais il reste encore très limité, comme le montre le premier graphique de l'Encadré N°5 en page suivante : **Dédollarisation : un processus lent**. En matière commerciale stricto sensu, le Dollar ne fait guère plus de 40% du commerce international. Il peut sembler suivi de près par l'Euro à plus de 35%, mais il s'agit là d'une illusion statistique qui surévalue le rôle de l'Euro et sous évalue donc celui du Dollar en prenant en compte pour l'Euro un commerce certes international mais néanmoins intra-zone Euro particulièrement intense (pour en savoir plus, cf. cette note de bas de page¹³).

¹¹ Données 2022, [World Trade Statistical Review](#).

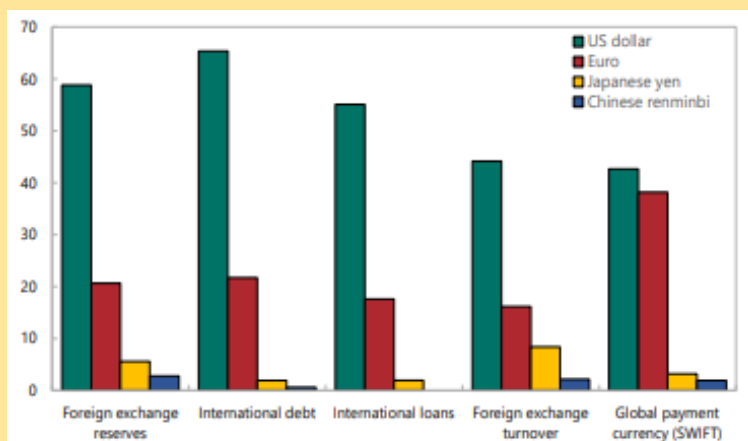
¹² Propos rapportés par Georges-Marc Benamou dans son ouvrage *Le dernier Mitterrand*, Plon, 1997

¹³ L'essentiel du commerce international en Euro est un commerce intra-européen, entre les différentes nations de la zone Euro. A titre indicatif signalons qu'en 2020, à l'exception de l'Irlande et de Chypre, tous les pays UE exportent plus en intra-UE qu'en extra-UE ([source et détails](#)). Donc, pour une lecture comparative objective des positions du Dollar et de l'Euro dans le commerce international, il faudrait enlever les échanges intra zone Euro : le réajustement serait sévère, avec une baisse de moitié au moins (évaluation grossière) de la part de l'Euro et une remontée très significative de celle du dollar. Les autres données du graphique de l'Encadré en page précédente (réserves, dettes, prêts, marchés des changes) donnent une part de l'Euro autour de 20%, beaucoup plus représentative du rôle international de l'Euro, ce qui n'est d'ailleurs pas si mal pour une monnaie qui n'a pas encore 25 ans. Donc Euro à 20% et Dollar à 60% : il reste 20% pour toutes les autres devises (Yen, Yuan, Livre sterling, France suisse et autres détails du SMI).

ENCADRÉ N°5 :

DÉDOLLARISATION : UN PROCESSUS LENT

Les principales monnaies dans les opérations monétaires internationales

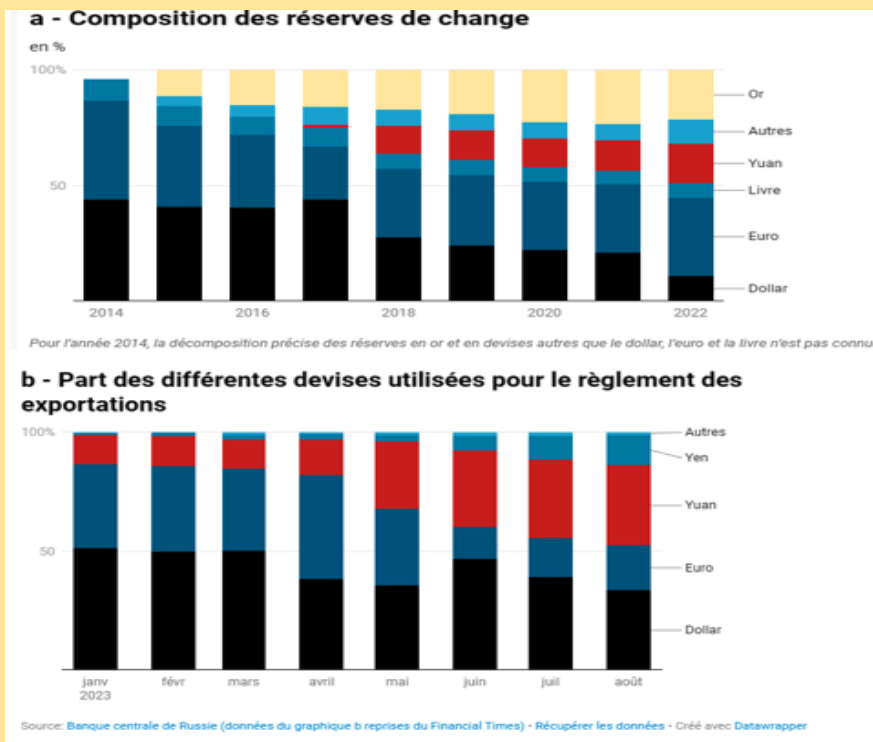


Sources: Bank for International Settlements; IMF; Society for Worldwide Interbank Financial Telecommunication (SWIFT); and ECB calculations. The latest data for foreign exchange reserves, international debt and international loans are for the fourth quarter of 2021. Foreign exchange turnover data as of April 2019. SWIFT data as of December 2021.

Source : [Goeconomic fragmentation and the future of multilateralism](#),

IMF, Staff discussion notes, January 15,2023

La diversification des réserves internationales et la dédollarisation de l'économie russe en 2022



Source : Blog CEPII, 14 sept.2023, [Sanctions occidentales contre la Russie...](#)

En termes de réserves des Banques centrales, d'émissions de dettes, de prêts internationaux, le Dollar tourne autour de 60%, en déclin certain mais modéré au cours de 20 dernières années : à titre d'illustration, le Dollar représentait en 2000 71% des réserves des Banques centrales contre 59% au 1^{er} trimestre 2023 ([dernière donnée FMI disponible](#) au moment où j'écris).

Donc, même si le Dollar reste, de très loin, la monnaie dominante à l'échelle mondiale, un mouvement de dédollarisation est bien enclenché, fruit d'une révolte anti dollar qui vient de loin et qui est d'autant plus légitime que les Etats-Unis, au nom de l'extraterritorialité de leur droit, veulent contrôler l'usage du Dollar dans des transactions n'impliquant aucun partenaire américain, en condamnant à de lourdes amendes des firmes non américaines réalisant des transactions en Dollar avec des partenaires sous sanctions américaines. On se souvient, par exemple, de la condamnation en 2014 de la BNP (une banque française, pas vraiment originaire d'un pays ennemi des Etats-Unis) à une amende de près de 9 milliards de Dollars pour avoir organisé des transactions avec l'Iran, Cuba et le Soudan, contrevenant ainsi à une loi américaine de 1977 (*International Emergency Economic Powers Act*) qui autorise le Président américain à édicter des sanctions commerciales contre certains pays. D'où la recherche d'alternatives au Dollar, qui ne peut qu'être accélérée par l'amplification de la politique de sanctions américaines, comme l'illustre le cas de la Russie.

Le deuxième graphique de l'Encadré N°5, La diversification des réserves internationales et la dédollarisation de l'économie russe en 2022, montre en effet l'impact monétaire de la politique de sanctions américaines, puis européennes. En haut de ce double graphique, les réserves de la Banque centrale russe depuis 2014 (Invasion de la Crimée, premières sanctions américaines) jusqu'à 2022 inclus (invasion généralisée de l'Ukraine). La part du Dollar diminue drastiquement à partir de 2018 et s'effondre en 2022. La part de l'Euro reste stable, jusqu'à présent. Le Yuan apparaît en 2017 et augmente sensiblement ensuite, dépassant nettement le Dollar en 2022, sans toutefois rivaliser encore avec l'Euro. L'or augmente fortement sa part dans les réserves russes. En bas du même double graphique, les monnaies de règlement des exportations en 2023, mois par mois de janvier à août : l'effet Yuan est très sensible du fait de la réorientation vers la Chine des exportations russes, tout comme la diminution de l'Euro du fait de l'embargo européen sur les hydrocarbures russes.

Le déclin du Dollar étant lentement inévitable, résultat non pas d'un complot international des BRICS mais de la politique américaine elle-même, où allons-nous ? Un retour à l'étalon à l'or (que De Gaulle appelait de ses vœux) est peu probable, même si d'aucuns agitent la perspective d'une monnaie numérique adossée aux stocks d'or croissants de la Chine et de la Russie, monnaie qui devrait néanmoins faire ses preuves avant d'apparaître comme une alternative crédible, et, en matière monétaire, faire ses preuves ... c'est long. Par ailleurs, faute d'un nouveau Bretton Woods qui viendrait installer un nouveau SMI avec une véritable monnaie internationale indépendante de toute monnaie nationale, émise par un Fonds Monétaire International new-look (faut pas rêver, la période ne s'y prête pas !), l'évolution la plus probable tend vers un système multidevises à géométrie variable, toujours dominé par un Dollar lentement déclinant, secondé par l'Euro, deux monnaies gérées par des Banques centrales dotées d'un pouvoir monétaire assis sur une bonne autonomie vis-à-vis des pouvoirs politiques et d'une bonne prévisibilité de leurs réactions. Et le Yuan dans tout ça ? Va-t-il jouer, de fait, le rôle de la monnaie commune évoquée par les BRICS ? Aucune autre monnaie des BRICS ne pourrait d'ailleurs prétendre à un tel rôle.

A l'heure actuelle, le rôle international du Yuan reste marginal, même s'il est en progression, en particulier dans les relations entre la Chine et les pays sous sanctions américaines ou européennes. Le cas de la Russie est de ce point de vue exemplaire quant à cette progression du Yuan, comme on vient de le voir. Ce rôle international est-il susceptible de connaître une forte progression ? On ne peut d'autant moins l'exclure avec le renforcement des liens entre la Chine d'une part et l'Arabie saoudite et les Emirats arabes unis d'autre part, qui viennent d'ailleurs de rejoindre les BRICS. Si les exportations massives d'hydrocarbures du Moyen Orient vers la Chine donnent lieu à un règlement généralisé en Yuan et non plus en Dollar, on assistera au développement d'un marché des pétroyuans qui fournira au Yuan une rampe de lancement international, tout comme les pétrodollars ont été essentiels dans le développement international du Dollar. Toutefois, rien n'est joué dans la partie de poker menteur moyen oriental, entre Chine, Etats-Unis, Iran, Arabie Saoudite et Emirats. Les avancées nucléaires de l'Iran pourraient bien vite ramener l'Arabie saoudite dans le camp du Dollar.

Mais, au-delà des aléas géopolitiques, le Yuan souffre d'un sérieux handicap par rapport au Dollar ou à l'Euro. Son cours n'est pas déterminé librement sur un marché des changes régi par l'offre et la demande, mais fortement encadré par des décisions administratives et donc politiques de l'Etat, c'est à dire du Parti Communiste Chinois. La libre convertibilité n'est pas garantie, ce qui ne peut que refroidir les ardeurs étrangères à détenir cette monnaie. Le problème du Yuan aujourd'hui, c'est donc son absence de crédibilité internationale, même s'il peut servir d'assistant monétaire à usage de court terme dans un pseudo troc de marchandises entre pays voulant s'abstraire des instruments monétaires occidentaux et des sanctions associées.

Dès lors, imaginer que le Yuan vienne rivaliser, dans les années à venir, avec le Dollar, voire avec l'Euro, ne serait-ce pas un peu « La grenouille qui veut se faire aussi grosse que le bœuf » ? Je laisse à Jean de La Fontaine le soin de vous rafraîchir la mémoire quant à sa fable :

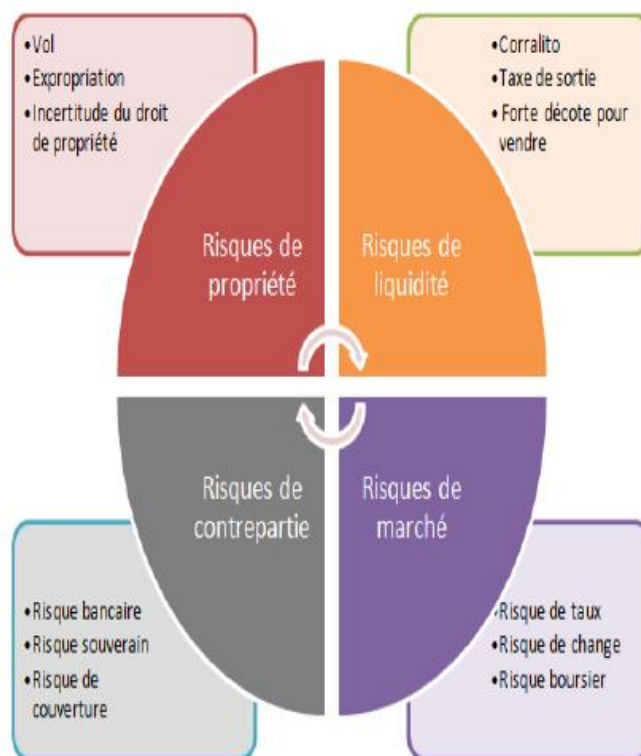
Une Grenouille vit un Bœuf
Qui lui sembla de belle taille.
Elle qui n'était pas grosse en tout comme un œuf,
Envieuse s'étend, et s'enfle, et se travaille
Pour égaler l'animal en grosseur,
Disant : Regardez bien, ma sœur ;
Est-ce assez ? dites-moi ; n'y suis-je point encore ?
Nenni. M'y voici donc ? Point du tout. M'y voilà ?
Vous n'en approchez point. La chétive Pécure
S'enfla si bien qu'elle creva.

D'ailleurs, je ne sais pas comment vous voyez la chose, mais, pour ma part, je trouve Xi Jing Ping bien joufflu ces derniers temps : syndrome de la grenouille ? A tout le moins, syndrome de la grosse tête... qui peut vite conduire du Capitole à la Roche Tarpéienne ! Affaire à suivre.

4. « Et mes sous dans tout ça » : la Galerie des tortures à l'heure de la jungle !

A l'époque du Zoo, bien avant le retour à la Jungle, j'avais sorti en octobre 2014 un N°28 de cette chronique, 100% « Et mes sous dans tout ça », intitulé [La Galerie des tortures](#). Il s'agissait de faire un inventaire des tortures que pouvaient subir nos patrimoines, à la lumière des enseignements de la Grande crise bancaire de 2008-2009 (crise des subprimes), dont j'avais perçu les prémices dès l'été 2007 et entrepris alors à écrire cette chronique. Le graphique ci-dessous, plan de ladite Galerie des tortures, est supposé mettre à plat les 4 grands risques patrimoniaux (propriété, liquidité, marchés et contrepartie) et décliner les formes essentielles de la manifestation de ces risques. Ce schéma peut sembler très abscons aux non spécialistes, mais il est impossible que je puisse commenter ici alors qu'il m'a fallu 20 pages dans le N°28 ! Par contre je ne peux qu'inviter les lecteurs intéressés à se reporter au texte initial, accessible par un simple [clic ici](#).

La Galerie des tortures patrimoniales



Source : [LA CRISE N°28](#), octobre 2014

Néanmoins il est indispensable de réactualiser les risques patrimoniaux à la lumière du passage d'un Zoo bien ordonné à une Jungle imprévisible. Il faut considérer que le graphique ci-dessus doit prendre en compte une dimension supplémentaire, le risque géopolitique qui vient surplomber les autres risques et les surdéterminer : la période actuelle est à l'exacerbation géopolitique des risques patrimoniaux habituels. Les découplages, brutal avec la Russie, tendanciel avec la Chine, aggravent le risque de propriété pour les entreprises et donc pour les actionnaires concernés. Le départ précipité de Russie pour de nombreuses

entreprises occidentales illustre le propos, mais dans ce cas il s'est agi uniquement de perdre un marché : c'est douloureux mais pas mortel. Par contre, si vous devez renoncer à une usine qui produit des intrants indispensables dans le cadre de votre division internationale de vos processus productifs, vos fondamentaux sont drastiquement remis en cause et vous pourriez ne pas vous en relever. D'où des mouvements de retrait de Chine (retrait au moins partiel) de la part d'entreprises occidentales (Apple notamment, au profit de l'Inde et du Vietnam). Voici ce que j'écrivais fin 2021 (LA CRISE N°52, La Ménagerie Impériale, janvier 2022) à propos de la Chine :

« Eloignez-vous de la Chine : vous allez me dire, à quoi bon énoncer une telle consigne ! Je n'ai pas acheté sur plan un appartement d'Evergrande sur la Rivière des Perles, je ne détiens pas des obligations chinoises comme vos arrières grands-parents détenaient des emprunts russes, je n'ai aucune action de sociétés chinoises fussent-elles cotées à Wall Street. Où serait donc le risque ? Ah oui, et la société française, allemande ou américaine dont vous détenez des actions, quelle est son implication sur le marché chinois, aussi bien pour se procurer des intrants que pour vendre ses produits finis ? Et ses investissements en Chine, quel sera leur avenir si les relations sino-occidentales tournent au vinaigre. En vous détournant du marché chinois vous pouvez perdre un peu, ou plutôt manquer un gain, si l'improbable scénario business as usual venait à prévaloir, mais en y restant vous pouvez tout perdre si le scénario de la Grande Déconnexion finissait par s'imposer. Et évitons de penser au peu probable mais pas totalement impossible scénario de la Grande Guerre. Donc suivez votre instinct, tout en sachant qu'investir sur des valeurs liées à la Chine suppose aujourd'hui une absence totale d'aversion au risque et d'être prêt à tout perdre ». Deux ans plus tard, pas un mot à changer !

Mais il faut voir au-delà du risque de propriété. Le risque géopolitique suggère l'image d'une bombe à têtes multiples, impactant plusieurs cibles à la fois. Il aggrave les risques de marché, à travers des évolutions erratiques des bourses et une tendance principale à la baisse pouvant se traduire par des krachs retentissants ; il laisse planer l'incertitude sur les marchés des changes ; il est source d'inflation, à travers des pénuries, spontanées ou organisées, faisant flamber les prix des matières premières, incitant les Banques centrales à maintenir la pression sur les taux, aggravant ainsi les risques de taux (dévalorisation des anciennes obligations et des nombreux supports de placement qui en sont bourrés, crise immobilière en particulier dans les pays à taux variable sur les prêts immobiliers). Et derrière ces risques de marchés, les risques de contrepartie sont majorés du fait des pertes subies sur les marchés par les banques et les assureurs. Ces risques de contrepartie sont d'autant plus surnois qu'ils peuvent intervenir avec un effet retard s'exprimant en mois sinon en années : les cadavres peuvent rester longuement dans les placards avant que l'évidence de la faillite de tel ou tel opérateur ne s'impose, comme on l'a vu il y a 15 ans avec la crise des subprimes et la faillite de Lehman Brothers. Pour le moment nous n'avons pas encore vu les conséquences sur les contreparties de la hausse des taux de ces deux dernières années : ces conséquences sont devant nous, la boîte de Pandore n'a pas encore été ouverte ! Est-il possible qu'elle soit vide ? Peu probable.

Il est largement temps de conclure et de se projeter sur l'année 2024. J'espère que le prochain numéro de cette chronique ne sera pas un 4^e épisode de la Ménagerie Impériale, même si j'aime bien écrire cette série un peu *out of the box*, entre l'Aigle, l'Ours, le Boa et la Princesse Europe ; mais ce serait un très mauvais signe quant à la situation internationale ! Toutefois, on ne saurait l'exclure, tant les dimensions géopolitiques de la situation actuelle l'emportent sur les dimensions économiques, environnementales et climatiques. D'ailleurs, au moment où je boucle ce numéro (week-end du 7-8 octobre), les conflits structurels du Moyen Orient s'embrasent à nouveau dans l'horreur absolue des massacres de civils et des prises d'otages : les juges de la Cour Pénale Internationale ne risquent pas de connaître le chômage dans les années à venir : Ukraine plus Moyen Orient, de quoi s'occuper ! Néanmoins, la barbarie injustifiable et inacceptable du Hamas ne doit pas faire perdre de vue la cause essentielle de la persistance d'un foyer de crise aigüe dans cette zone : l'injustice faite au peuple palestinien depuis des décennies. Il y a beaucoup d'hypocrisie, au nom du droit international, à dénoncer (à juste titre) l'annexion par la Russie de régions ukrainiennes tout en détournant les yeux de l'annexion *de facto* de la Cisjordanie par Israël. On a du mal à comprendre comment Israël a fait pour échapper à des sanctions internationales, pourtant très en vogue comme on l'a vu dans cette chronique ! Et si le conflit prend une dimension iranienne, bonjour les dégâts : la Ménagerie Impériale, plus que jamais dans la Jungle, devra accueillir de nouveaux pensionnaires. Et nos sous seraient encore plus dans la Jungle si le Golfe arabo-persique venait à s'embraser, le Détroit d'Ormuz à être fermé et si une énorme crise énergétique survenait au cœur de nos sociétés qui ne peuvent pas encore se passer des hydrocarbures !

Mais, pour le moment, je n'en suis pas à prévoir le prochain numéro. Ce qui ne m'empêche pas de voir loin ! Je pense déjà à mon agenda de fin d'année 2024, tout particulièrement du mois de novembre : je n'allume la télé le matin à mon réveil qu'une fois tous les quatre ans, les lendemains d'élection présidentielle américaine, pour connaître le résultat définitif. Mais je prévois déjà de faire une grasse matinée prolongée le mercredi 6 novembre 2024 : je ne serai pas vraiment pressé de savoir si les américains auront élu un président bientôt octogénaire dément ou un président déjà octogénaire sénile !

Finissons néanmoins sur une note optimiste, trop sans doute car peu probable ! J'ai évoqué dans l'introduction le dessin animé *Madagascar 2*, dans lequel le lion, la girafe, le zèbre, l'hippopotame et autres pingouins s'échappent du zoo pour retourner à la nature. Mais il existe aussi un *Madagascar 3* qui se termine par le retour au zoo (bande annonce [ici](#)). On croit rêver ! Pourquoi la géopolitique n'est-elle pas réservée aux concepteurs et producteurs de dessins animés ? Ça se finirait bien à chaque fois !

Portez-vous bien dans ce monde de brutes. Bonne survie dans la Jungle !

Henri REGNAULT, le 9 octobre 2023
henri.regnault@univ-pau.fr